



Marché n° 34-26/13

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Page 1

**MAINTENANCE DES SYSTEMES DE VIDEOPROTECTION DE LA CPAM DE
L'HERAULT – SITES DE GAMBETTA – HOURS – LA MOSSON – LUNEL – SETE**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

CCAP

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

En application des articles L. 2123-1, L. 2125-1-1°, R. 2123-1, R. 2123-4 à 5,
R. 2162-13 à 14 du code de la commande publique.

*Il suit les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés
passés par les Organismes de Sécurité sociale.*



Marché n° 34-26/13

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Page 2

**MAINTENANCE DES SYSTEMES DE VIDEOPROTECTION DE LA CPAM DE
L'HERAULT – SITES DE GAMBETTA – HOURS – LA MOSSON – LUNEL – SETE**

SOMMAIRE

1 – PARTIES CONTRACTANTES.....	3
2 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ	3
3 - PIECES CONTRACTUELLES	5
4 - DUREE DU MARCHÉ ET VALIDITE DES OFFRES.....	6
5 –MARCHÉ DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	6
6 –EVOLUTION DU MARCHÉ.....	6
7 – MODALITES D’EXECUTION	7
8 –SPECIFICATIONS TECHNIQUES	7
9 – CARACTERISTIQUES DE LA MAINTENANCE	8
10 – PRIX	8
11 – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	10
12 – REGLEMENT.....	10
13 – PENALITES	11
14 - SOUS-TRAITANCE.....	12
15 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	13
16 – CLAUSE DEVELOPPEMENT DURABLE.....	14
17 - CONDITIONS DE RESILIATION.....	14
18 - ASSURANCES.....	15
19 - OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES.....	16
20- LITIGE ET JURIDICTION COMPETENTE.....	16
21 - DEROGATIONS	16

<p align="center">Marché n° 34-26/13</p> <p align="center">CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>	<p align="center">Page 3</p>
<p align="center">MAINTENANCE DES SYSTEMES DE VIDEOPROTECTION DE LA CPAM DE L'HERAULT – SITES DE GAMBETTA – HOURS – LA MOSSON – LUNEL – SETE</p>	

1 – PARTIES CONTRACTANTES

D'une part :

- **L'acheteur :**

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Hérault
29, Cours Gambetta
34934 Montpellier Cedex 9

- **La personne signataire du présent marché :**

Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Hérault, représentant du pouvoir adjudicateur, désigné dans le présent CCP "**l'acheteur**".

- **Le comptable assignataire des paiements**

Monsieur le Directeur Comptable et Financier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Hérault.

D'autre part :

- Le prestataire, dont l'acte d'engagement aura été accepté par l'organisme, désigné dans le présent CCP par l'expression "**le titulaire**".

2 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et corrective des systèmes de vidéo-protection de la CPAM de l'Hérault, sur les sites suivants :

- Siège - 29, cours Gambetta - 343934 MONTPELLIER
- Hours – 2, carrefour de l'Hours - 34500 BEZIERS
- La Mosson – 90, allée Almicare Calvetti - 34080 MONTPELLIER
- Lunel – 2, Rue Henri Reynaud – 34400 LUNEL
- Sète – 287, avenue du Maréchal Juin – 34200 SETE

<p align="center">Marché n° 34-26/13</p> <p align="center">CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>	<p align="center">Page 4</p>
<p align="center">MAINTENANCE DES SYSTEMES DE VIDEOPROTECTION DE LA CPAM DE L'HERAULT – SITES DE GAMBETTA – HOURS – LA MOSSON – LUNEL – SETE</p>	

L'évolution du logiciel n'est pas prévue au contrat.

Il n'est pas prévu de remplacement provisoire du système en cas de panne.

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Hérault est soumise pour ses dépenses, aux règles de la commande publique.

Le marché est à procédure adaptée en vertu de l'article R.2123-1 du code de la Commande Publique.

2.1 - Décomposition du contrat

Le marché n'est pas alloti risque ; l'allotissement rendrait l'offre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse.

2.2 - Type d'accord-cadre

Le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande est passé en application des articles L.2125-1.1°, R.2162-1 à R.2162-6, R-2162.13 et R.2162-14 du code de la commande publique :

- Le marché est forfaitaire pour la maintenance préventive dont les prestations sont détaillées au CCTP et la liste du matériel décrite en annexe 1 dudit CCTP,
- La maintenance corrective donne lieu à l'émission d'un bon de commande de régularisation suite à des dépannages qui ne sont pas prévus dans le forfait annuel.

Le déplacement et la main d'œuvre pour dépannage font l'objet d'un montant forfaitaire prévu au bordereau de prix.

Concernant les réparations, un bon de commande sera réalisé suite au devis présenté par le titulaire, en application du coefficient de débours pour les fournitures et, du forfait de déplacement et main-d'œuvre prévus au bordereau de prix.

Le montant maximum de l'accord est fixé à 80.000 € HT pour la durée totale du marché.

2.3 – Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par l'acheteur.

<p align="center">Marché n° 34-26/13</p> <p align="center">CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>	<p align="center">Page 5</p>
<p align="center">MAINTENANCE DES SYSTEMES DE VIDEOPROTECTION DE LA CPAM DE L'HERAULT – SITES DE GAMBETTA – HOURS – LA MOSSON – LUNEL – SETE</p>	

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- La date et le numéro du marché : 34-26/13
- La date et le numéro du bon de commande
- Le lieu d'exécution de la prestation
- Le montant du bon de commande
- La nature et la description des prestations à réaliser
- Le montant total hors TVA
- Le taux et le montant des taxes
- Le montant total toutes taxes comprises

3 - PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1, les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTR1) et le bordereau de prix (BP),
- Le CCAP son annexe :
 - Annexe N° 1 : récapitulatif des pénalités,
- Le CCTP son annexe :
 - Annexe N° 1 : Inventaire du matériel de vidéo-protection,
- Le code de la commande publique,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) – arrêté du 30 mars 2021,
- Le cadre de réponses techniques du titulaire,
- Les bons de commande,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le livret de sécurité du prestataire.
- L'ensemble de la réglementation et normes en vigueur relatives aux prestations, objet du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique apportée dans les documents envoyés ou remis par la titulaire non expressément visée au présent marché ne pourra s'appliquer.



Marché n° 34-26/13

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Page 6

**MAINTENANCE DES SYSTEMES DE VIDEOPROTECTION DE LA CPAM DE
L'HERAULT – SITES DE GAMBETTA – HOURS – LA MOSSON – LUNEL – SETE**

Il en est ainsi des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Toute modification apportée au présent marché sera formalisée par voie d'avenant signé par

4 - DUREE DU MARCHÉ ET VALIDITE DES OFFRES

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification, reconductible trois fois, sans pouvoir excéder quatre ans.

La reconduction prévue dans le marché est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. La CPAM de l'Hérault se réserve la possibilité de résilier le contrat, avant l'expiration de chaque période annuelle par lettre recommandée avec AR en respectant un préavis de deux mois. La décision de non reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire

Le marché prendra fin si le montant maximum de l'accord cadre est atteint, quelle que soit la durée initialement prévue.

5 –MARCHÉ DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des prestations similaires à celles qui ont été confiés au titulaire dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. Lorsqu'un tel marché est passé, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial

Le titulaire s'engage à proposer à la CPAM de l'Hérault des prestations similaires et à des prix n'excédant pas ceux du présent accord cadre, sous réserve de l'application de la révision de prix.

6 –EVOLUTION DU MARCHÉ

Au cours du marché, le nombre d'équipements du site peut être revu à la hausse comme à la baisse en fonction des besoins de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Hérault.

Pour chaque modification, un avenant au contrat sera établi. Il précisera, notamment, la date d'effet et le prix de base. La date de fin du ou des avenants est celle du contrat initial.

<p align="center">Marché n° 34-26/13</p> <p align="center">CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>	<p align="center">Page 7</p>
<p align="center">MAINTENANCE DES SYSTEMES DE VIDEOPROTECTION DE LA CPAM DE L'HERAULT – SITES DE GAMBETTA – HOURS – LA MOSSON – LUNEL – SETE</p>	

7 – MODALITES D'EXECUTION

Les visites préventives sont semestrielles (aux mois d'avril et octobre de chaque année), hors fournitures matériels.

La première visite de maintenance préventive sera planifiée à partir du mois d'avril 2026 pour l'ensemble des équipements, sur les 5 sites.

Un planning des interventions périodiques semestrielles sera adressé 1 mois au plus tard (30 jours calendaires) avant la date de réalisation de l'intervention, au service **Logistique-Sécurité** à francoise.pizzo@assurance-maladie.fr et pierre-marie.lasserre@assurance-maladie.fr.

Le planning précisera :

- Le site concerné,
- Les dates et heures d'intervention,
- La durée de l'intervention,
- Le(s) nom(s) de(s) l'intervenant(s).

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Hérault s'engage à envoyer les bons de commande par mail sur une BAL (boîte aux lettres) dédiée à cet effet. Le titulaire devra par retour de mail confirmer la bonne réception de la commande et indiquer la date prévisionnelle d'exécution.

Le titulaire garantit un an minimum les pièces et matériels fournis et posés à compter de sa mise en service.

Dans le cas d'un changement complet de matériel, le Titulaire s'engage à garantir, **le matériel remplacé pour une durée minimale de deux ans, extensible selon une durée et des conditions que le candidat doit préciser dans son dossier de réponse à la consultation.** La garantie proposée sera applicable à compter de la validation de la mise en service par les services du client.

8 –SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Les caractéristiques techniques des équipements sont détaillées dans l'annexe 1 du CCTP.

<p align="center">Marché n° 34-26/13</p> <p align="center">CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>	<p align="center">Page 8</p>
<p align="center">MAINTENANCE DES SYSTEMES DE VIDEOPROTECTION DE LA CPAM DE L'HERAULT – SITES DE GAMBETTA – HOURS – LA MOSSON – LUNEL – SETE</p>	

9 – CARACTERISTIQUES DE LA MAINTENANCE

9.1 - Maintenance préventive

La maintenance préventive a pour but de garantir le bon fonctionnement du système.

9.2 - Maintenance corrective - Prestations non comprises dans les forfaits annuels

Dans le cadre de la maintenance corrective, le prestataire mettra à disposition un service de dépannage chargé d'intervenir dans un délai de 48 heures maximum du lundi au vendredi.

Pour les fournitures et matériels non compris dans les forfaits annuels, le prestataire établira un devis dans lequel le prix proposé sera le prix de son fournisseur (*facture à l'appui*) multiplié par le coefficient sur débours + le forfait de déplacement et main-d'œuvre prévu au Bordereau de prix.

Le devis, une fois validé, donnera lieu à l'émission d'un bon de commande par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie auprès du titulaire. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Ces prestations seront facturées à l'issue de leurs réalisations et après émission du bon d'intervention.

Les horaires d'intervention sont fixés de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h00 du lundi au vendredi pour tous les sites.

9.3 - Document de maintenance

Lors de chaque intervention de maintenance préventive et/ou corrective, le prestataire établit un bon d'intervention électronique.

Le carnet d'entretien électronique fourni par le titulaire regroupe les informations essentielles.

10 – PRIX

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix forfaitaires indiqués au BPU.

Les prix sont exprimés en Euros HT. Il s'y ajoute la TVA en vigueur. Ils comprennent toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

<p align="center">Marché n° 34-26/13</p> <p align="center">CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>	<p align="center">Page 9</p>
<p align="center">MAINTENANCE DES SYSTEMES DE VIDEOPROTECTION DE LA CPAM DE L'HERAULT – SITES DE GAMBETTA – HOURS – LA MOSSON – LUNEL – SETE</p>	

Les prix sont fermes et définitifs pour une durée d'un an à compter de la notification du marché.

En application de l'article R. 2112-13 du code de la commande publique, les prix sont révisibles annuellement, au terme de la première année, selon la formule de révision décrite ci-après.

$$P = Po * (0.40 * (IPPIF/IPPIFo) + (0.60 * (ICHT-IME/ICHT-IMEo))$$

Dans laquelle :

- P : Prix révisé
- Po : Prix initial
- IPPIF : indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français, CPF 26 et 27 – Produits informatiques, électroniques et optiques, équipements électriques, Identifiant 010764349 dernier indice connu à la date de chaque révision.
- IPPIFo : indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français, CPF 26 et 27 – Produits informatiques, électroniques et optiques, équipements électriques, Identifiant 010764349 - Indice connu le mois de remise des offres (mars 2026)
- ICHT-IME : indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques – publié dans le Moniteur - dernier indice connu à la date de chaque révision
- ICHT-IMEo: indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques – publié dans le Moniteur – indice connu le mois de remise des offres (mars 2026).

Lors de chaque révision, les valeurs des indices ainsi que la formule paramétrique ci-dessus du nouveau prix devront apparaître sur la première demande de paiement révisée.

Les justificatifs d'indice sont disponibles sur « Le Moniteur » et sur le site de l'Insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764349#Tableau>

Toute absence de justificatifs retardera le paiement de la facture.

Les prix seront ajustés à la hausse comme à la baisse en fonction de la variation de ces indices.

Le présent contrat est conclu en tenant compte d'une hausse annuelle maximum de 5 % des prix du BPU.

<p align="center">Marché n° 34-26/13</p> <p align="center">CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>	<p align="center">Page 10</p>
<p align="center">MAINTENANCE DES SYSTEMES DE VIDEOPROTECTION DE LA CPAM DE L'HERAULT – SITES DE GAMBETTA – HOURS – LA MOSSON – LUNEL – SETE</p>	

Si le seuil de 5 % était franchi, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier unilatéralement le présent contrat sans que le titulaire puisse prévaloir d'une quelconque indemnisation concernant la partie du marché restant à effectuer.

11 – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les demandes de paiement doivent obligatoirement être déposées via le portail sur CHORUS PRO. Elles sont émises après chaque prestation de maintenance.

Dans le cadre des interventions hors forfait, les demandes de paiement sont émises après chaque intervention.

Outre les mentions légales, les factures devront obligatoirement faire mention :

- Le numéro de Siret de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Hérault : **517 608 139 00013**
- Numéro du marché : 34-26/13
- La date d'exécution de la prestation
- Le montant des prestations admises, établi conformément au bordereau de prix hors taxe et, le cas échéant, diminué des réfections
- Le montant et taux de TVA légalement applicable
- Le montant total TTC des prestations exécutées.

12 – REGLEMENT

Conformément au décret N° 2013-269 du 29 mars 2013, l'Agent Comptable de l'acheteur règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture, ou de la réalisation des prestations si celle-ci est postérieure, ou si la date de réception de la facture est incertaine.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par l'acheteur en application du présent marché donne lieu de plein droit et sans autre formalité :

- Au versement des intérêts moratoires au profit du titulaire : les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes,

<p align="center">Marché n° 34-26/13</p> <p align="center">CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>	<p align="center">Page 11</p>
<p align="center">MAINTENANCE DES SYSTEMES DE VIDEOPROTECTION DE LA CPAM DE L'HERAULT – SITES DE GAMBETTA – HOURS – LA MOSSON – LUNEL – SETE</p>	

en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Le mode de règlement choisi par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Hérault est le virement. A cet effet, le candidat joindra un RIB original.

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Hérault déduira, le cas échéant, le montant des pénalités détaillé à l'article 13 du présent CCP.

Le délai de paiement sera systématiquement suspendu en cas d'erreur dans la facturation ou prestation non conforme.

Les factures suspendues seront rejetées via la plateforme CHORUS PRO.

Lorsque l'organisme est amené à suspendre une facture pour erreur de facturation ou prestation non conforme, le titulaire ne peut opposer un refus d'exécution sur les commandes en cours ou celles à venir. Un refus d'exécution expose le titulaire aux sanctions contractuelles prévues, telles la résiliation ou l'exécution aux frais et risques.

13 – PENALITES

Les prestations non exécutées ou partiellement exécutées, ainsi que les retards de réalisation constatés par la caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Hérault donneront lieu à l'application de pénalités :

- Le non-respect du délai prévu pour la transmission du planning d'intervention (30 jours calendaires) entrainera une pénalité de 30€ par jour à compter du 31^{ème} jour jusqu'à la veille du jour de la réception du calendrier,
- Le non-respect du jour d'intervention prévu au planning entrainera une pénalité de 30€ par jour de retard jusqu'à la veille du jour de l'intervention
- Pour la maintenance corrective, le non-respect du délai d'intervention de 48 heures entrainera une pénalité de 30€ par jour de retard jusqu'à la veille du jour de l'intervention,
- En cas de mauvaise exécution des opérations de maintenance jusqu'à ce que la prestation soit correctement réalisée, une pénalité de 30€ par jour est appliquée,

<p align="center">Marché n° 34-26/13</p> <p align="center">CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>	<p align="center">Page 12</p>
<p align="center">MAINTENANCE DES SYSTEMES DE VIDEOPROTECTION DE LA CPAM DE L'HERAULT – SITES DE GAMBETTA – HOURS – LA MOSSON – LUNEL – SETE</p>	

- En cas de panne prolongée, le non-respect du délai de 5 jours pour l'envoi d'un mail expliquant les raisons de la panne et l'impossibilité de remettre en service sous le délai de 48h entrainera une pénalité de 30€ par jour de retard à compter du 6^{ème} jour jusqu'à la veille du jour de la réception du mail,
- Le non-respect du délai de 24h pour notification d'une intervention dans le carnet d'entretien entrainera une pénalité de 30€ par jour de retard à compter de la 25^{ème} heure jusqu'à la veille du jour de la régularisation,
- En cas de maintenance corrective nécessitant un devis, le non-respect du délai de 5 jours pour transmettre celui-ci à la CPAM, entrainera une pénalité de 30€ par jour de retard à compter du 6^{ème} jour jusqu'à la veille du jour de la réception.

Pour plus de lisibilité, les pénalités sont récapitulées sous forme de tableau en dernière page du présent document.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités sont dues par le titulaire quel qu'en soit le montant et dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, les pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable.

Ces pénalités sont cumulables entre-elles. Elles sont fermes sur la durée du marché et déductibles du montant hors taxe de la facture.

14 - SOUS-TRAITANCE

Conformément à la loi 75-1334 du 31/12/1975 modifiée notamment par la loi MURCEF N° 2001-1168 du 11/12/2001, et en vertu des articles L2193-2 à L2193-7 et R2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, objet du présent marché, sous réserve d'avoir obtenu de la CPAM de l'Hérault l'acceptation de chaque sous-traitant.

Toutes les clauses du marché s'imposent aux sous-traitants qui y seront soumis aux mêmes conditions et termes que le titulaire.

Dans tous les cas, **le titulaire du marché demeure le seul interlocuteur de la CPAM de l'Hérault et reste entièrement responsable des prestations sous-traitées vis-à-vis de la CPAM.**

<p align="center">Marché n° 34-26/13</p> <p align="center">CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>	<p align="center">Page 13</p>
<p align="center">MAINTENANCE DES SYSTEMES DE VIDEOPROTECTION DE LA CPAM DE L'HERAULT – SITES DE GAMBETTA – HOURS – LA MOSSON – LUNEL – SETE</p>	

15 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

<p align="center">Marché n° 34-26/13</p> <p align="center">CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>	<p align="center">Page 14</p>
<p align="center">MAINTENANCE DES SYSTEMES DE VIDEOPROTECTION DE LA CPAM DE L'HERAULT – SITES DE GAMBETTA – HOURS – LA MOSSON – LUNEL – SETE</p>	

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

Lors de chaque intervention, le technicien du Titulaire devra remplir et signer « l'Acte contractuel de confidentialité » se trouvant en annexe A dudit CCAP pour accéder aux locaux informatiques du site.

16 – CLAUSE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

Le titulaire s'engage à enlever les déchets issus des équipements électriques et électroniques faisant l'objet de ce marché et de s'assurer de la valorisation ou de l'élimination de ces déchets conformément à la réglementation en vigueur. Il doit être en mesure de le justifier, en cours d'exécution du contrat, sur simple demande de la CPAM de l'Hérault.

17 - CONDITIONS DE RESILIATION

Elles sont définies et détaillées dans les articles 38 à 42 du C.C.A.G FCS du 30 mars 2021.

Par dérogation, la Caisse d'Assurance Maladie de l'Hérault se réserve le droit de résilier le marché sans mise en demeure préalable et aux torts du titulaire (sans préavis ni indemnités) dans les cas suivants :

<p align="center">Marché n° 34-26/13</p> <p align="center">CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>	<p align="center">Page 15</p>
<p align="center">MAINTENANCE DES SYSTEMES DE VIDEOPROTECTION DE LA CPAM DE L'HERAULT – SITES DE GAMBETTA – HOURS – LA MOSSON – LUNEL – SETE</p>	

- lorsque le retard d'exécution imputable au titulaire se prolongerait au-delà de 30 jours calendaires suivant les délais. L'acheteur pourra faire assurer provisoirement par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier.
- manquement à la législation ou à la réglementation du travail,
- mauvaise qualité de service répétée et signalée 2 fois au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception,
- non-respect des règles de confidentialité.

Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure en cas de non délivrance des documents et attestations justifiant que le titulaire est à jour de ses obligations fiscales et sociales – tous les 6 mois à compter de la date de départ du présent contrat et jusqu'à la fin d'exécution du marché.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec AR. Elle est assortie d'un délai d'exécution de 15 jours ouvrés à compter de sa notification.

18 - ASSURANCES

Le titulaire devra justifier qu'il a une assurance garantissant la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant à son service, à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité.

Par dérogation à l'article 9.2 alinéa 1, **une copie de l'attestation d'assurance sera remise dans le pli de la candidature et l'offre**. Cette attestation devra préciser outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, le montant et l'étendue des garanties.

Le titulaire s'engage à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de la CPAM, par la présentation des polices et quittances ou attestations correspondantes en cours de validité.

Il s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance nécessaire et avertir immédiatement l'acheteur de toute difficulté qui pourrait survenir.

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, la caisse d'Assurance Maladie peut résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, le marché aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, après mise en demeure assorti d'un délai d'exécution de 15 jours à compter de sa notification.

<p align="center">Marché n° 34-26/13</p> <p align="center">CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</p>	<p align="center">Page 16</p>
<p align="center">MAINTENANCE DES SYSTEMES DE VIDEOPROTECTION DE LA CPAM DE L'HERAULT – SITES DE GAMBETTA – HOURS – LA MOSSON – LUNEL – SETE</p>	

19 - OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES

Conformément à l'article R2143-7 du code de la commande publique et des articles D 8222-5 et D 8222-7 du Code du Travail, le titulaire est tenu de délivrer tous les 6 mois à l'Organisme, à compter de la date de début d'exécution du marché et ce jusqu'à la fin de son exécution, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales : marches-contrats.cpam-herault@assurance.maladie.fr

Dans le cas où le titulaire est établi ou domicilié à l'étranger (art. D 8222-7 Code du Travail), les pièces susmentionnées doivent être rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française.

20- LITIGE ET JURIDICTION COMPETENTE

Le Tribunal d'Instance ou le TGI de Montpellier restent compétents pour tout litige qui pourrait survenir pendant toute la durée du marché ☒ Place Pierre Flotte – 34000 Montpellier ☎ : 04.67.12.62.05.

Le tribunal Judiciaire de Marseille reste compétent pour tout contentieux précontractuel concernant le présent marché ☒ Palais de Justice - 6, rue Joseph Autran - 13006 Marseille ☎ 04.91.15.50.50

21 - DEROGATIONS

Toutes les dispositions au CCAG-FCS s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans ces clauses particulières :

- L'article 3 du CCP « pièces contractuelles » déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS,
- L'article 13 du CCP « Pénalités » déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3.
- L'article 17 du CCP « Conditions de résiliation » déroge à l'article 41
- L'article 18 du CCP « Assurance » déroge à l'article 9.2 alinéa 1



Marché n° 34-26/13

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Page
17

**MAINTENANCE DES SYSTEMES DE VIDEOPROTECTION DE LA CPAM DE
L'HERAULT – SITES DE GAMBETTA – HOURS – LA MOSSON – LUNEL – SETE**

ANNEXE N° 1

RECAPITULATIF DES PENALITES

MOTIFS	PENALITES
Le non-respect du délai prévu pour la transmission du planning d'intervention (30 jours calendaires)	pénalité de 30€ par jour à compter du 31 ^{ème} jour jusqu'à la veille du jour de la réception du calendrier
Le non-respect du jour d'intervention prévu au planning	pénalité de 30€
Pour la maintenance corrective, le non-respect du délai d'intervention de 48 heures	pénalité de 30€ par jour de retard jusqu'à la veille du jour de l'intervention
En cas de mauvaise exécution des opérations de maintenance jusqu'à ce que la prestation soit correctement réalisée	pénalité de 30€ par jour
En cas d'immobilisation prolongée, le non-respect du délai de 5 jours pour l'envoi d'un mail expliquant les raisons de la panne et l'impossibilité de remettre en service sous le délai de 48h	pénalité de 30€ par jour de retard à compter du 6 ^{ème} jour jusqu'à la veille du jour de la réception du mail
Le non-respect du délai de 24h pour notification d'une intervention dans le carnet d'entretien	pénalité de 30€ par jour de retard à compter de la 25 ^{ème} heure jusqu'à la veille du jour de la régularisation
En cas de maintenance corrective nécessitant un devis, le non-respect du délai de 5 jours pour transmettre celui-ci à la CPAM	pénalité de 30€ par jour de retard à compter du 6 ^{ème} jour jusqu'à la veille du jour de la réception du devis